1,50F

Adresse: B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE Nº 385 ardi 9 décembre 1975

PCF ET TROTSKYSTES : LE PARTAGE DES TACHES

Les apparences sont trompeuses et si l'on devait s'y fier on pourrait croire que le PCF et les trotskystes s'opposent vivement à propos de l'armée. Les dirigeants du PCF se défendent en effet de pratiquer l'antimilitarisme et proclament ne rien avoir de commun avec l'activité des trotskystes au sein de l'armée. En réalité l'action des uns et des autres est convergente. Il s'agit d'un véritable partage des tâches au profit du social-impérialisme russe. Voyons les faits. Quelle est la propagande et l'action du PCF dans l'armée ?

Il parle de «détente» internationale, cherchant ainsi à faire croire qu'il n'y a pas de risques de guerre, que la France n'est pas menacée d'agression. Il dissimule ainsi les actifs préparatifs de guerre de l'URSS. Il cherche à crées dans les esprits un terrain propice à la remise en cause de la nécessité de la défense nationale. S'il y a «détente» pourquoi donc en effet une défense nationale ? Et pourquoi donc faire son service militaire ? Sur cette base il prone le désarmement, la renonciation à l'armement nucléaire, la réduction du service militaire à six mois. Pendant ce temps, l'URSS consacre une part de plus en plus grande de son économie à la production d'armements, procède à de nombreux essais nucléaires et maintient la durée du service militaire à deux ans. Il vise ainsi à affaiblir la défense nationale de la France et à la rendre incapable de faire face à toute agression.

Il cherche enfin à utiliser les justes aspirations des soldats du contingent, leurs revendications légitimes, d'une part pour les détourner de la nécessaire défense nationale, d'autre part pour désorganiser l'armée. Cect, évidemment, ne peut que satisfaire l'URSS. Quoi de plus souhaitable pour elle, en effet, que d'avoir en face d'elle des armées minées de l'intérieur.

Pour cela, il crée des «comités de soldats» et propose la mise en place de «clubs du soldat». Dans le même temps, il pratique une politique d'infiltration parmi les officiers et se proclame opposé à l'antimilitarisme afin de chercher à gagner des éléments de l'encadrement. C'est la raison pour laquelle il s'est prononcé en paroles contre le syndicat d'appelés. Celui-ci serait en effet orienté contre les cadres militaires. Il cherche à rassurer ces derniers et à se les concilier en se proclamant le défenseur des intérêts matériels des officiers. Il affirme ne pas vouloir «casser» l'armée et agir dans le cadre de la légalité.

Pendant ce temps, les trotskystes font un travail ouvert de désorganisation. Ils nient ouvertement toute nécessité de défense nationale et présentent l'armée comme si elle n'avait qu'une fonction de guerre civile. Ils cherchent ainsi à apparaître comme des «révolutionnaires». Mais il est clair que leur action est (Suite page 8)

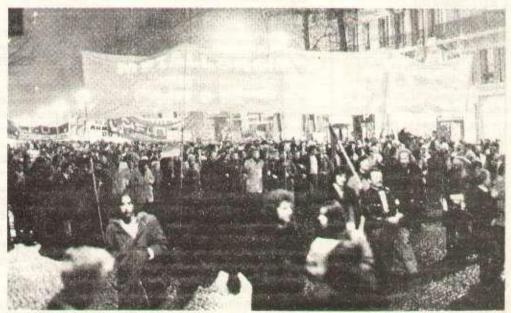
Oui à l'instruction militaire véritable! Non à la répression antiouvrière! Non à la subversion prosoviétique!

L'armée continue d'être au centre de la vie politique en France. On a vu se redessiner à cette occasion les principaux clivages entre formations bourgeoises. La majorité d'un côté relativement unie avec les gaullistes comme moteur tandis qu'en face l'«Union de la gauche» a paru se ressouder, ce qui est normal puisque l'originalité du Parti socialiste au sein de la bourgeoisie c'est précisément sa stratégie d'union avec le PCF et sa conciliation avec les forces prosoviétiques. C'est ainsi que samedi socialistes et révisionnistes du PCF ont défilé côte à côte

D'ailleurs ne s'y trompant pas, la «Pravda» des expansionnistes russes a publié ce dimanche un article s'ingérant une fois de plus dans les affaires intérieures de la France. Prenant fait et cause pour le PCF la superpuissance russe exerce ainsi une menace et des pressions sur le gouvernement français.

(Suite page 8)

POUR DÉFENDRE LA CFDT, DES MILLIERS D'OUVRIERS DANS LA RUE



Vendredi soir, c'est près de 20 000 travailleurs qui ont manifesté pour protester contre les attaques anti-CFDT du gouvernement sous un mauvais prétexte.



AGENCE POUR L'EMPLOI (Paris-15è)

EMPLOYES DE L'ANPE ET CHOMEURS UNIS DANS LA LUTTE

Suite aux actions du 28 novembre 1975 où une bagarre éclata entre un employé, délégué CGT et un demandeur d'emploi (D.E.) d'origine africaine, l'ensemble du personnel de l'Agence pour l'emploi (ANPE) débrayait et se joignait par solidarité avec les demandeurs d'emploi réunis en assemblée générale.

Unité employés ANPEchômeurs :

Voulant le même jour être reçu par la direction générale de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) afin de protester contre les conditions de travail et le manque d'effectifs, et aussi contre la réception insupportable pour les chômeurs, quelle n'a pas été la surprise des travailleurs de l'ANPE et des chômeurs que de voir devant eux, barrant la route, les dirigeants de la CGT, qui invoquèrent tous les prétextes pour diviser chômeurs et travailleurs ANPE.

La plupart des employés de l'ANPE sont alors rentrés dans l'agence en colère, sachant fort bien qu'il ne ressortirait rien de cette entrevue, du fait même que la direction, profitant de l'attitude de la CGT, reçut séparé-

PROLETARIAT

Revue théorique et politique, marxiste-léniniste et de la pensée-maotsetoung ; le No11 est paru.

AU SOMMAIRE :

Rectifions nos erreurs (Henri Jour) — A propos d'un article d'Alain Badiou : Comment mieux combattre le révisionnisme dans les syndicats ? (Gaston Lespoir) — Cinq mois de grève à Badin-Toulouse — Le mouvement révolutionnaire paysan va de l'avant (Lucien Nouveau) — Chine 75 : la révolution dans l'enseignement — Document : l'impérialisme, la Bretagne et la révolution prolétarienne — Notes de lecture.

Distribution commerciale assurée par E100, 24, rue Philippe-de-Girard, 75010 Paris.

L'exemplaire : 10F.

ment une délégation de l'ANPE et une délégation de chômeurs.

Lundi 1er décembre, le personnel administratif se mettait en grève pour une augmentation des effectifs tandis que le travail de sape venant à la fois de la direction et de la CGT fit son effet parmi les prospecteurs-placiers qui continuèrent le travail.

La CGT pour sa part disant : «Ce qui est le plus important ce n'est pas la grève, mais c'est la grande journée d'action de demain 2 décembre.» !!!

Les chômeurs s'organisent :

Les chômeurs organisés en un comité de chômeurs ont alors décidé de soutenir encore plus la grève des travailleurs de l'ANPE, et au besoin ils ont décidé de boycotter le pointage jusqu'à ce que les travailleurs de l'ANPE en lutte obtiennent satisfaction.

La direction effrayée par la solidarité chômeurs-travailleurs ANPE cédait le mardi 2 décembre en faisant venir 4 travailleurs ANPE supplémentaires.

Les chômeurs ont alors décidé de continuer à se réunir de façon permanente dans l'agence afin d'informer les travailleurs sans emploi qui se présenteraient pour organiser un mouvement plus vaste encore.

C'est le chef d'agence Fouché qui fit venir les flics jeudi aprèsmidi, dans le même temps il intimidait les chômeurs, leur demandant d'enlever les affiches et de renoncer à faire dans «son» agence une assemblée générale avec «son personnel» qui ne se sentalt pas concerné! Sur cette attitude la moitié du personnel présent a débrayé par solidarité avec les chômeurs et pour protester contre l'atteinte à leur liberté d'expression. Devant ce désir d'unité et effrayé par l'affirmation de leur unité, Fouché a appelé la police, qui une fois sur place exigea des chômeurs qu'ils cessent leur occupation en menaçant d'employer des «méthodes moins souples de discussions» pour évacuer la bonne centaine de personnes présentes.

L'intervention des flics :

Les travailleurs de l'ANPE et les demandeurs d'emploi ayant refusé ce chantage, une vingtaine de flics ont fait irruption et se sont mis à les pousser dehors de façon violente, certains mêmes disant : «Si on les bousillait ça ferait moins de chômeurs à payer»!

L'assemblée générale avait décidé de ne pas répliquer à la violence policière étant donné le rapport de force, plusieurs cars de CRS étant prêts à intervenir en renfort.

Pendant l'intervention des flics, les délégués CGT qui avaient affirmé «qu'il ne fallait bouger que si les flics intervenaient» restèrent dans leur bureau, en ne bougeant pas, et en continuant le travail comme si de rien n'était. Par contre une grande partie du personnel décidait de suivre les chômeurs expulsés pour tenir avec eux une assemblée générale au local de l'Union locale CFDT du 15è.

Les chômeurs y réaffirmaient leur volonté de populariser leur lutte de manière à susciter un vaste mouvement, en contactant notamment les demandeurs d'emploi des autres agences. Ils ont notamment comme revendications : obtenir des bons de tra isport gratuits, comme à Toulouse, des délais de paiement pour les loyers, l'électricité, les crédits, etc. ; la possibilité aussi de se réunir pour débattre de leurs problèmes.

Jusqu'à présent, la mairie du 15e et la CGT ne veulent pas en entendre parler, alors que la CFDT s'est engagée à les soutenir en respectant leur indépendance d'organisation.

Les travailleurs de l'ANPE ont décidé quant à eux de rester solidaires des chômeurs et de renforcer leur unité face aux attaques patronales qui ont déjà commencé : des mutations sont en cours dans les ANPE et la direction centrale va s'efforcer d'ouvrir au plus vite une agence par arrondissement de façon à diviser la force que représentent travailleurs ANPE et chômeurs unis,

La trahison de la CGT : Nombreux sont ceux qui ont pris conscience de la trahison de

la CGT qui a constamment essavé de démobiliser les travailleurs. Ils ont - sauf quelques-uns d'entre eux - débrayé pour aller à la «journée d'action» alors qu'ils n'ont pas levé le petit doigt quand les flics sont intervenus dans l'ANPE. Comme remède aux cadences infernales et aux conditions de travail qui conduisent inévitablement à des mouvements de colère de la part de certains chômeurs, ils proposent non pas la lutte unitaire mais des «guichets pour protéger les *ravailleurs de l'ANPE». Bien plus, le prospecteur-placier délégué CGT qui a reçu un «coup de poing» vendredi a été pressé de porter plainte non seulement par le chef d'agence Fouché mais aussi par une «charvée de mission de direction centrale» venue tout spécialement et qui comme par hasard est à la CGT !!!

Quand on les voit agir et que l'on sait que le secrétaire du bureau parisien CGT est l'un de
ceux qui sont chargés de former
les prospecteurs-placiers, on
comprend que la CGT est à la
pointe de l'organisation de la division entre travailleurs d'agence
et demandeurs d'emploi chômettrs.

Mais les travailleurs, chômeurs ou non, découvrent dans la lutte où sont leurs ennemis, et comprennent la nécessité de développer leur unité!

L'action n'est pas terminée, mais elle aura déjà permis à beaucoup d'entre nous de distinguer ces faux amis que sont certains responsables CGT.

Les revendications :

Rappelons les revendications des travailleurs de l'ANPE : conditions de travail meilleures pour les travailleurs de l'ANPE, augmentation des effectifs, meilleures conditions de réception pour les chômeurs.

Une lutte de portée importante à l'heure où plus de 1 500 000 travailleurs sont au chômage, une lutte exemplaire à bien des égards, sur laquelle nous reviendrons encore, car travailleurs de l'ANPE et chômeurs sont engagés dans la même voie : le combat!

Correspondante HR.



la France des luttes

Rennes:

LES TRAVAILLEURS DE RENNELEC REFUSENT L'ESCLAVAGE

Rennelec (Société rennaise d'électronique) est une de ces petites entreprises familiales rétrogrades employant 58 ouvriers et ouvrières, où règne une exploitation digne du Moyen Age; à la tête, la famille : le frère du patron est chef du personnel, le gendre chef des ventes, la fille secrétaire de direction etc.; audessous, les serfs astreints au rendement, méprisés et dont les libertés sont étouffées. Jugeôns-en un peu :

 Le système de rendement est tel qu'aucun ouvrier ne peut atteindre le rendement exigé : une travailleuse en un mois a cumulé 140 heures de «mali» (retard par rapport aux normes exigées).

Le patron envoie le contrôle Securex (société médicale à la solde du patron) aux travailleurs malades pour les obliger à reprendre le travail avant la fin de leur arrêt maladie.

 Le délégué syndical est isolé dans son travail : placé au milieu d'un tas de cartons en face du bureau du patron, personne n'a le droit de lui parler.

– Aux ouvriers demandant, dans le cadre de la formation continue, de suivre des cours à Rennes, comme la loi les y autorise, le patron propose des cours... de dictée au CES de Liffré (petite ville où se situe l'usine), et des cours d'initiation

sexuelle faits par un médecin à sa solde car il trouve qu'il y a trop d'ouvrières enceintes dans son entreprise! Voici un petit échantillon du mépris qu'affiche ce patron sans scrupules.

Et c'est ce genre de patrons de PME que le parti de Marchais veut défendre!

Mais là où il y a oppression, il a révolte et les travailleurs n'acceptent plus ces conditions de vie : depuis mardi 25 novembre, ils sont en grève. Ils étaient 19, avec leur section CFDT, à avoir déclenché le mouvement, ils sont maintenant 31 en lutte pour exiger : pas de salaires inférieurs à 1 800 F - salaires alignés sur les plus élevés, et 200 F de plus pour tous, suppression du système de rendement, suppression des contrôles Securex, les libertés syndicales, le respect de la dignité des travailleurs.

Le mouvement de grève a fait trembler le patron : il envoie son chef du personnel pour «ordonner» aux travailleurs de reprendre le travail. Mais devant le refus et la détermination des travailleurs, il lachait 0,40 F de l'heure, et trois jours après 0,60 F de l'heure.

Les travailleurs sont bien décidés à aller jusqu'à satisfaction complète de leurs revendications. Pour rien au monde, ils ne sont décidés à reprendre cette vie d'esclave.

Correspondant HR.

ECHOS

CIP-COFAL OU L'ANNÉE DE LA FEMME

Comme à CIP, les ouvrières de COFAL S.A., à Loches (dans la région de Tours), sont mécaniciennes en confection. Après le départ du PDG, il y a 7 semaines, elles décidaient d'occuper leur atelier.

Elles ont brisé par leur action l'entreprise de démantèlement ainsi que le plan de réclassement qui n'est en fait qu'un plan de licenciement.

Les 15 ouvrières ont osé lutter, elles oseront vaincre. Voilà qui fait bien basculer les préjugés sur les «petites bonnes femmes résignées» !

Les LIP, Cerisay, CIP et d'autres travailleurs leur apportent leur soutien financier en échange de produits fabriqués (coussins, sacs en jute, lanins, ...)

«Quand je pense qu'au début les plus jeunes d'entre nous avaient peur d'occuper seules les locaux la nuit '», me dit l'une d'entre elles....

Comme à LIP, ici rien ne sera plus jamais comme avant. Les filles de COFAL ont appris la force de la lutte dans l'unite et le poids de la solidarité ouvrière. Elles montrent que le chemin de la lutte est la voie de l'émancipation pour les femmes et tous les travailleurs.

Correspondant HR.

Michelin — La Roche-sur-Yon (Vendée) PLUS DE TRAVAIL LE SAMEDI

Le samedi 29 novembre, les travailleurs de chez Michelin (syndiqués CFDT) ont organisé un piquet de greve à la porte de l'usine. Ils en ont assez de travailler le samedi. Cette greve n'était qu'une étape dans la fongue futte qu'ils ont entreprise depuis 1974. La direction refuse la discussion sur le repos consécutif du samedi et du dimanche et propose un jour par semestre qui sera pris sous réserve des nécessités de service ! (Ceci ne vaut que pour les travailleurs en equipe) Les équipes en 2-4 verront réduire d'environ 20 minutes leur horaire hebdomadaire, les mensuels d'1/4 d'heure par semaine !....

Les travailleurs de chez Michelin demandent également :

le retour aux 40 heures

- la retraite à 60 ans.

Ils sont décidés à poursuivre la lutte. L'action doit se développer et s'amplifier.

Correspondant HR.

CLARK-EQUIPEMENT (Strasbourg)

Malgré les tentatives de division

L'OCCUPATION CONTINUE

La lutte des travailleurs de Clark (société américaine d'appareils de levage) est partie de la base, ils ont décidé l'occupation, contre les mesures de la direction qui envisageait de les mettre au chômage «technique» en décembre et février après avoir réduit les boraires à 24 heures.

Les dirigeants de la CGT avaient accepté verbalement l'accord proposé par le patron, ils ont été hués par les travailleurs.

Ce n'est que poussée par les travailleurs que la direction CGT a décidé l'occupation, mais fait tout ce qu'elle peut pour la saboter : elle décide par exemple de qui a le «droit» de soutenir les travailleurs de Clark. Elle autorise la venue de délégations «chapeautées» par elle-même, mais chasse les autres ; elle essaie d'isoler les ouvriers combatifs en les taxant de «gauchistes» dressant ainsi les ouvriers les uns contre les autres.

Pour la journée du 2 décembre, les travailleurs ont refusé de suivre la directive de la CGT «quitter l'usine pour aller manifester en ville».

Car le patron en aurait profité pour faire occuper les locaux par les CRS. De tels faits montrent à quel point les responsables CGT travaillent main dans la main avec le patron.

La direction a falt des propositions à la CGT qui voudrait organiser un vote sur la poursuite de l'action, auquel participeraient les non grévistes. Les travailleurs de Clark ont refusé cette manœuvre.

La direction vient d'être déboutée vendredi 5 décembre par le tribunal de grande instance de Strasbourg de sa plainte en référé intentée contre 20 travailleurs CFDT et CGT, pour l'évacuation de l'usine occupée depuis le 24 novembre.

Le tribunal a nommé un expert qui aurait mission de conciliation et devrait, dans un délai de quinze jours, fournir un rapport sur l'ampleur de la grève dans cette usine qui emploie 700 personnes et sur l'état des lieux. Les frais de cette expertise (3 000 F) sont à la charge de la société Clark-équipement.

L'expulsion des travailleurs occupant leur usine a été refusée par ce même tribunal.

L'action chez Clark se poursuit avec l'occupation.

Correspondant HR.

Usine Bléreau de Cenon (Vienne)

4 ouvriers condamnés par la loi anticasseurs

Le 5 décembre dernier a été rendu public le verdict du tribunal de grande instance de Poitiers devant lequel avaient comparu le 20 novembre 4 délégués du personnel, dont 3 CFDT, de l'usine Bléreau à côté de Chatellerault. A la suite d'une plainte de la fédération CGC de la métallurgie, ils avaient en effet été inculpés au titre de la loi «anticasseurs». Le syndicat des cadres demandait la condamnation de ces quatre travailleurs parce qu'ils avaient participé avec la majeure partie des 350 ouvriers en grève de l'usine à la séquestration 15 heures durant (le 9 octobre) de 11 cadres de l'entreprise, connus pour les brimades qu'ils font subir aux travailleurs.

Le verdict rendu est la condamnation des ouvriers à 3 jours d'emprisonnement avec sursis et le versement de 1 F de dommages et intérêts à la fédération CGC, partie civile.

RENAULT. BILLANCOURT

Les ouvriers du 74-44 étaient en grève depuis le 26 novembre pour la réintégration d'un ouvrier licencié qui s'est battu avec un chef qui tient des propos racistes.

Mardi 2 décembre au matin, une partie des ouvriers en grève continuait et une autre estimant qu'il fallait un bon compromis sur les heures de grève reprenait le travail. C'est le moment que les responsables CGT ont choisi pour montrer le bout du museau et parler d'étendre la grève, alors que jusque là ils avaient fait le silence. Soutenir out... quand c'est fini.

Résultat : l'ouvrier n'est pas réintégré, la direction (UCMB) s'engage à lui trouver du travail d'ici un mois, en attendant il percevra les indemnités de chômage ; le chef raciste n'est pas déplacé, les heures de grève seront payées à 58 % pour quelques-uns, et à 66 % pour-les autres.

Correspondant HR.

Mardi 9 décembre 1975 - L'HUMANITÉ ROUGE - page 3

De grands succès dans la protection maternelle et infantile

Avant la Libération, en Chine, la mortalité infantile atteignait 200 pour mille et même plus dans les campagnes reculées et les régions de minorités nationales.

Aujourd'hui dans les quartiers urbains la mortalité infantile est tombée à 11,5 pour mille. Ces succès sont dûs avant tout à l'élévation constante du niveau de vie des travailleurs et des œuvres médico-sanitaires. En particulier, tout le pays est quadrillé de centres de protection maternelle et infantile.

L'accent mis sur la prévention et la combinaison de la médecine traditionnelle et de la médecine occidentale a permis des succès remarquables. C'est
ainsi que la Chine est le pays où le pourcentage des prématurés est le plus faible du monde. C'est que la jeune femme enceinte y est suivie avec une très
grande attention, et la propagande en faveur du planning familial est très développée. Cela permet de faire disparaître le fléau des grossesses trop rapprochées
et trop nombreuses qui épuisaient les femmes. De plus les contrôles extrêmement fréquents et sérieux durant la grossesse permettent de prescrire à temps
le traitement ou le repos nécessaire à un bon accouchement ce qui explique la
rareté des prématurés et par voie de conséquence la diminution considérable
des «accidents» du nouveau-né.

Plutôt que de faire un tour général de la question de la protection infantile, nous avons préféré laisser deux médecins chinois exposer deux cas qui témoignent des recherches fructueuses accomplies dans ce domaine : le premier cas c'est celui du nouveau traitement de la grossesse extra-utérine qui permet à la femme d'avoir une seconde grossesse dans de bonnes conditions, le second c'est celui du nouveau traitement des pneumonies particulièrement courantes chez de très jeunes enfants.

NOUVEAU TRAITEMENT DE LA GROSSESSE EXTRA-UTÉRINE

Si, chez la femme, le rétrécissement pathologique d'une trompe de l'utérus empéche l'ovule fécondé de cheminer jusque dans la cavité utérine où il doit se nicher, célui-ci demeure dans la trompe, se développe et donne lieu à une grossesse tubaire, la plus fréquente des grossesses extra-utérines qui ont été observées. A un moment déterminé, l'embryon distend et rompt la paroi de la trompe et provoque une hémorragie dans la cavité abdominale. Dans les cas gravés, une douleur vive apparait subitement dans le ventre, aboutissant même à un état de choc. La mort peut survenir si l'on n'intervient pas à temps.

On pratique en général une opération chirurgicale pour enlever la trompe rompue, extraire l'hématome qui renferme l'embryon et aspirer complètement le sang épanché dans la cavité abdominale. Ce traitement, quoique efficace, n'en présente pas moins certains inconvénients. Il fait souffrir la patiente sans pouvoir éviter descomplications comme l'inflammation de la cavité pelvienne et la formation d'adhérences intestinales et l'intervention chirurgicale réduit les chances de grossesses ultérieures.

En décembre 1958, une jeune actrice de l'opéra du Honan fut hospitalisée après deux chocs successifs. Un premier examen révéla une forte hémorragie, provenant de la rupture d'une trompe utérine, qui s'était enkystée dans l'abdomen. Son état restait stable. La patiente demanda avec insistan-

ce de lui épargner une opération qui aurait pu géner ses mouvements sur la scène.

Comme il s'agissait d'un premier essai, nous primes toutes les précautions nécessaires. Le projet de traitement ne fut établi qu'après une série d'examens minutieux, y compris des examens du sang et des tests de grossesse. Tous les préparatifs nécessaires pour une opération furent faits par sécurité, puis on administra à la patiente des décoctions de plantes médicinales.

En médecine traditionnelle, le traitement consiste à provoquer la résorption de l'hématome contenant l'embryon mort et à activer la circulation sanguine afin de faciliter l'absorption du sang épanché dans la cavité abdominale.

Un mois après on constata la disparition complète du kyste sanguin et le retour normal des règles. Au cours des trois années qui suivirent, 33 autres cas de grossesse extra-utérine qui présentaient pratiquement les même symptômes — enkystement de l'hémorragie intra-abdominale après rupture de la trompe, stabilisation relative de l'état de la malade — furent traites avec succès avec la même méthode sans recourir à l'opération chirurgicale.

Depuis lors, l'hôpital qui expérimenta pour la première fois cette méthode a guéri plus de 600 grossesses extra-utérines, soit environ 90 % des cas traités.

Aujourd'hui, les médecins de cet hôpital cherchent à savoir comment utiliser la médication interne dans les cas particuliers où l'embryon continue de vivre dans l'abdomen et pour contrôler de façon plus efficace l'hémorragie intra-abdominale.

Demain

Des médecins français parlent de la politique sanitaire en France

TRAITEMENT DE LA PNEUMONIE INFANTILE PAR LES MÉDECINES TRADITIONNELLE ET OCCIDENTALE COMBINÉES

Un matin de mars dernier, un jeune couple tout anxieux amène sa fille de huit mois, du nom de Kouo Pin, à l'hôpital de l'Amitié de Pékin, L'enfant avait une température de 39°C. Elle respirait difficilement, le nombre des respirations atteignant 98 par minute. Le pouls battait à 200. Le bébé, fortement agité, était très pâle avec des levres bleuies. C'était visiblement une forme suraigue, suffocante, de la bronchopneumonie. On s'employa d'urgence à sauver l'enfant : inhalation d'oxygène, perfusion, injection intraveineuse d'un tonicardiaque de la médecine occidentale et d'une décoction propre à la médecine traditionnelle chinoise, médication par voie buccale d'une tisane de plantes médicinales. Aucun antibiotique ne fut utilisé au cours du traitement. Quatre heures plus tard, la dyspnée diminuait, la respiration et le pouls se ralentissaient. D'autresinjections de la même décoction furent données par la suite. Trois heures plus tard, le visage de la fillette n'était plus si pale et son expression redevenait vivante. Elle quitta l'hôpital 5 jours



Kouo Pin, après sa guérison.

C'est en 1961 qu'on a commencé à adopter des principes thérapeutiques de la médecine traditionnelle et à donner des médicaments propres à cette dernière. La médecine occidentale a fini par jouer un rôle plutôt «de soutien», puisque, sans recourir aux antibiotiques, on ne lui emprunte que l'emploi de vitamines, de stimulants et tonicardiaques, ainsi que des procédés particuliers, tels que la perfusion, la transfusion et l'oxygénothérapie. Des 1 432 cas de pneumonie infantile traités de cette façon, 96 % ont été complètement guéris, et cela généralement en 5 jours, au lieu de 8 comme par le passé. Sur les 110 cas suraigus de broncho-pneumonie qui ont été traités l'année dernière, aucun mortel n'a été enregistré. Des antibiotiques n'ont été employés que dans dix cas.

ECONOMIQUE ET SOCIAL

«LA PÉNÉTRATION ÉTRANGERE DANS L'INDUSTRIE FRANÇAISE»

La revue «Économie et statistiques» éditée par l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) publie dans son numéro 72 de novembre 1975 une intéressante étude sur la «pénétration étrangère dans l'industrie française».

Nous avons commencé la publication des résultats de cette étude dans notre numéro de samedi. Nous publions aujourd'hui la fin.

Le point suivant abordé dans l'article concerne le pays d'origine des capitaux, on ne s'étonnera pas que 40 % des ventes des entreprises contrôlées par des capitaux étrangers proviennent de firmes sous contrôle financier américain! Les pays de la CEE (Communauté économique européenne) sont, à eux tous, d'un poids comparable, la Suisse contrôlant à elle seule (partiellement ou totalement) 116 000 employés contre 374 000 à la CEE et 315 000 aux États-Unis : ces chiffres permettent de prendre conscience de l'importance du contrôle exercé sur l'activité

économique française par les capitalistes étrangers. Ainsi, la notion de «libéralisme» économique recouvre-t-elle en fait une prise en main par les «multinationales» des destinées d'un cinquième des salariés de l'industrie française et des bénéfices réalisés sur 20 % des ventes totales de cette même industrie. Si en temps de guerre la bourgeoisie est la première à vendre les ressources et le travail de ses salariés à l'étranger, en temps de paix ne s'empresse-t-elle pas de céder au plus offrant tout ou partie de ses moyens d'exploiter ses employes?

La Roche-sur-Yon: LES CHOMEURS SONT PASSES A L'ACTION.

Le lundi 1er décembre 1975. la commission chômage créée à l'initiative de l'Union locale CFDT et regroupant des militants syndicaux et des chômeurs a fait irruption pendant la séance du Conseil municipal. Le maire, devant la fermeté des manifestants (une soixantaine) dut écouter un exposé de la situation des chômeurs en Vendée et les revendications qu'ils soutiennent.

Avec l'accroissement de la pollution des mers

LES MARINS-PECHEURS DE LA BAIE DE SEINE ENVISAGENT LE BLOCAGE DU HAVRE

On apprenait vendredi dernier que des marins-pêcheurs, ainsi que des écologistes, menaçaient de bloquer l'entrée du port du Havre si le rejet au large du port d'un produit extrêmement toxique - le phosphogyspe -n'était pas interdit aux industriels intèressés.

Le 28 novembre dernier, un jugement en tribunal avait interdit aux usines Azote-produit chimique et Rhône-Poulenc de Rouen de déverser les déchets au large du Havre, provenant de la fabrication d'engrais phosphates.

Les représentants des syndicats CFDT et CGT ont appuyé les revendications des marinspêcheurs et ont indiqué qu'ils entameraient une action pour faire cesser par la direction ces rejets.

On se souvient qu'en juillet dernier, les marins-pêcheurs de la baie de Seine avaient bloque le port de Deauville - port de plaisance pour millionnaires afin d'empécher le déroulement du «championnat du monde de voile». Ils avaient également bloque les ports du Havre.

On peut être sûr qu'ils tiendront leur promesse...

En Vendée :

- octobre 1974 : 4 000 demandes d'emploi, 550 offres d'emploi.
- octobre 1975 : 6 500 demandes d'emploi, 430 offres d'em-
- Seulement 10 % des chômeurs ont droit aux 90 % du salaire dont on nous parle tant!
- D'autres doivent se contenter de l'ASSEDIC ajoutée à l'aide publique.
- D'autres encore n'ont que l'aide publique (12 F/jour)
- Sans oublier ceux qui ne touchent absolument rien.

Dans beaucoup de cas, les chômeurs sont menacés d'expulsion car ils ne peuvent payer leur loyer et leurs conditions de vie sont de plus en plus difficiles.

Les chômeurs de Vendée demandent une garantie de ressources au moins égale au SMIC et demandent à la municipalité d'assurer cette garantie de ressources par l'attribution d'un complément d'allocation chômage.

Le maire a traité ces justes revendications de «démagogie insensée», affirmant que ce n'est pas dans les attributions du Conseil municipal de s'occuper de ces problèmes !!

Devant la colère des manifestants il a accepté de recevoir une délégation la semaine prochaine. Nous restons tous mobilisés.

Correspondance.

CHINE POPULAIRE: BONNE RECOLTE DANS LES DISTRICTS SINISTRES DU LIAONING

Le 4 février dernier, dans le Sud de la province du Liaoning, s'est produit un violent tremblement de terre. Les travaux de réaménagement des sols qui ont suivi ont permis une bonne récolte à l'automne.

La production de céréales a atteint 60 q. l'hectare, niveau record dans l'histoire du district concerné. De plus les récoltes de coton, de cultures oléagineuses, de fruits et de cocons de ver à sole ont été excellentes ; on compte également un porc en moyenne par habitant.

Les paysans chinois ont en quelques mois réinstallé les constructions hydrauliques en les améliorant, ont retravaillé l'infrastructure des champs et reconstruit de nouvelles maisons et magasins plus solides et confortables.

La raison de ce grand succès se comprend dans les mots d'ordre du Parti communiste chinois : ctransformer une mauvaise chose en une bonne» et «se préparer en vue d'une guerre ou de calamités naturelles ..

LA BATAILLE EST APRE ET VIOLENTE - AU COURS DES AFFRONTEMENTS, LE SERGENT CARDINALI SE DISTINGUE PAR SA TEMERITE.











Dossier Italie (5)

LES AUTRES ORGANISATIONS SYNDICALES

Aux côtés des trois confédérations qui ont fait l'objet des articles précédents CGIL. CSIL et UIL - et qui regroupent plus du tiers des salariés (7 millions sur 18 millions), on trouve, en plus d'une multitude de petits syndicats autonomes, constitués sur une base corporatiste, deux autres formations, à leur droite, la «Confédération italienne des syndicats nationaux de travailleurs» ou CISNAL, et le «Syndicat de l'industrie automobile» - SIDA. Encore faudrait-il y ajouter les «Associations catholiques des travailleurs» - ACLI - qui ont joué un rôle important dans l'évolution du mouvement syndical d'inspiration catholique. Notamment, dans le retrait des catholiques de la CGIL, en préalable à la création de la CISL. D'autant que leur poids n'était pas négligeable : plus d'un million de membres recrutés le plus souvent par le canal du réseau paroissial de l'Action catholique.

LA CISNAL

Créée en 1951, un an après les trois principales centrales, et bien qu'elle aussi dans ses statuts se déclare indépendante de tout parti, son affinité avec le «Mouvement socialiste italien» - MSI - parti néofasciste est publiquement proclamée ; appels à voter MSI, utilisation de la presse syndicale dans les campagnes électorales. D'ailleurs rejetant la lutte de classes, la CISNAL reprend le corporatisme du régime mussolinien. Enfin, ses références sont la doctrine de coopération de Mazzini et l'encyclique «Rerum novarum», présentées comme seule alternative possible au matérialisme marxiste. D'où sa conception de la trêve sociale garantie par la conclusion des conventions collectives.

Syndicat jaune, à l'instar de notre CFT, mais bénéficiant d'une réelle implantation (on a cité le chiffre d'un million d'adhérents!), elle n'est pas toujours acceptée par les patrons, ceux qui se veulent «progressistes» : ainsi la société Olivetti a-t-elle refusé de reconnaître ses représentants.

LE SIDA

Ce syndicat, dont le siège est à Turin, a une certaine importance dans les différents établissements du groupe Fiat. Il est né d'une scission, en 1958, de la CISL. Aux élections des commissions internes, il a pu recueillir jusqu'à 30 % de voix.

Du même type que lui, et regroupés dans une fédération, un syndicat de la sidérurgie et un syndicat de la mécanique de précision. La plupart du temps, il se retrouve sur les mêmes positions que le CISNAL.

LA MULTIPLICATION DES PETITS SYNDICATS

Pendant l'été 1975, une série de «grèves sauvages» éclatent, qui touchent des services vitaux et sont conduites par de petits syndicats autonomes. Suffisamment dures pour qu'un économiste socialiste suggère la règlementation du droit de grève et que le viceprésident du Conseil La Malta en appelle à la conclusion d'une sorte de pacte social entre le gouvernement et le patronat d'un côté, les partis politiques et les syndicats de l'autre. Après une grève des cheminots, succédant à celle du personnel des impôts directs, des services d'immatriculation automobile et des douanes, le président de la République demande «l'arrêt des désordres» (août 1975).

Alors on s'interroge : grèves «spontanées» ou «manipulées» ?

Aurait-on baptisé un peu trop vite de «fascistes» une floraison de petits syndicats autonomes - les «sindicatini» surtout présents dans le secteur public : ainsi, les 224 000 employés des chemins de fer sont disséminés dans 96 échelons de la hiérarchie, alors qu'à Fiat on n'en compte que 8. Et chaque catégorie veut se donner son syndicat. D'autant que les grandes centrales, privilégiant leur action en direction de l'industrie, les ont négligés. Les mêmes centrales qui, aux suggestions d'un ancien ministre socialiste du travail consistant à constituer des équipes de volontaires pour faire fonctionner les secteurs atteints par des grèves sauvages, prônent «l'autodiscipline du mouvement syndical». C'est dans ce climat qu'il faut resituer les «batailles de l'automne chaud» autour des négociations sur les conventions : renonçant aux revendications salariales qui «mettraient en péril l'équilibre économique», les syndicats devront se montrer «responsables». Nous y reviendrons.

Angola : Nouveaux appels à l'unité

La Zambie a toujours apporté une aide active aux mouvements de libération angolais dans leur lutte anticoloniale. C'est pourquoi l'appel à l'unité que vient de leur lancer le président zambien Kenneth Kaunda émane d'une voix particulièrement autorisée.

«Nous condamnons énergiquement», vient-il de déclarer, «l'intervention étrangère dans les affaires de l'Angola, d'où qu'elle vienne. Nous demandons que tout le personnel militaire étranger en Angola quitte ce pays.

»L'intervention extérieure a fait obstacle à la recherche d'une pratique et juste solution qui préserve l'intégrité territoriale de l'Angola et donne aux masses la paix et la prospérité qui lui sont chères... Les pays étrangers n'ont aucun droit du reste en Angola. »Nous avons la conviction qu'un gouvernement d'union nationale constitue la meilleure solution du problème angolais pouvant mettre fin à la guerre. Ce gouvernement peut être formé dans une coalition par les trois mouvements de libération angolais. Nous ne voyons pas d'autre solution pour le moment.

»En conséquence nous invitons l'Organisation de l'unité africaine à appeler à un cessez-le-feu immédiat et à faire des efforts concertés pour trouver immédiatement une solution politique garantissant un Angola uni et pacifique.»

Le président du Togo lui a fait echo en affirmant : «La politique de regroupement, d'union et de réconciliation est la seule valable pour l'Afrique.»

Nouvelles brèves

APPEL DE L'ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE

Les avions israéliens ont attaqué massivement une nouvelle fois ce 2 décembre 1975 les camps de réfugiés palestiniens au Liban.

Il y a plus de cent morts et des centaines de blessés : femmes, enfants, personnes âgées...

Les besoins de la population et du Croissant Rouge palestinien sont immenses et urgents.

IL FAUT LEUR VENIR EN AIDE MORALE ET MATÉRIELLE.

Comme au Vietnam ce sont les techniques et les armes les plus modernes, made in USA, qui sont lancées contre la population civile.

C'est l'effet de terreur qui est recherché.
IL FAUT QUE L'OPINION PUBLIQUE
CLAME SON INDIGNATION.

L'Association médicale franco-palestinienne (président Professeur Milliez) adresse depuis un an des médicaments et du matériel médico-chirurgical au Croissant Rouge palestinien. Aidez-la...

Adressez vos protestations et dons à l'AMFP – 24, rue de la Réunion Paris-20è – CCP 34521 83.

ALGERIE :

NON A LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Inaugurant la Conférence mondiale de la jeunesse sur les problèmes internationaux, le ministre algérien de la Jeunesse et des Sports, Abdallah Fadel, a déclaré :

«Le développement industriel dans les pays en voie de développement devra être réalisé par ces pays eux-mêmes et aucune tutelle ne doit être tolérée. Dans la bataille pour l'émancipation économique, il ne faut compter que sur son peuple... compter sur soi doit être la règle pour tous les pays du tiers monde.

"La "division internationale du travail" ne fait que consolider et même développer l'ordre économique mondial actuel dont les effets sont bien connus : appauvrissement des pauvres, enrichissement des riches... La revendication essentielle des pays en voie de développement est ainsi le refus de la division internationale du travail.»

Voilà qui contredit de plein fouet les prétentions de l'URSS qui est le plus chaud propagandiste de cette thèse impérialiste!

LAOS:

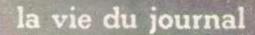
LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le premier gouvernement de la nouvelle République populaire démocratique du Laos est composé de 39 membres appartenant tous au front populaire, le Neo Lao Haksat.

Le nouveau ministre de l'Information a souligné dans une allocution récente que «la Révolution nationale démocratique était fondamentalement accomplie», et que le Laos était désormais «un État indépendant, démocratique et unifié».

Il a également précisé que le nouveau gouvernement pratiquerait une politique de paix, d'indépendance et de non-alignement.

Page 6 - L'HUMANITÉ ROUGE - mardi 9 décembre 1975





il faut 25 millions pour le 15 janvier

CAMARADES, LECTEURS, SOUSCRIVEZ

pour l'Humanité rouge dans tous les kiosques

Déjà 2 millions collectés environ. C'est un bon début, mais il faut, pour que nos efforts portent leurs fruits, les organiser, explorer toutes les possibilités, prendre de multiples initiatives. Y penser et prendre nos dispositions dés maintenant car 15 jours avant la clôture de la souscription, il sera trop tard pour voir tous nos amis, les solliciter, collecter leur argent.

Nous sommes surs que les camarades diffuseurs du journal ont déjà pris de nombreuses initiatives pour la souscription : souscription de masse lors des diffusions, dans les entreprises, ventes des cartes postales et du calendrier ; chacun a-t-il envisagé de faire le tour des amis du journal qu'il connaît ? A chaque initiative militante pense-t-on à organiser la souscription ? Voilà les questions à résoudre pour que nos objectifs spient atteints. Et nous savons que des amis et des camarades font de gros efforts pour le journal. Des lecteurs et amis - en chômage, et il y en a beaucoup - envoient le maximum pour le journal ; d'autres une partie de leurs

Faites-nous savoir toutes les initiatives prises, tous les efforts de nos amis, de nos camarades, car avec l'argent qu'ils envoient, qu'ils collectent, c'est le souffle plein d'encouragement et d'espoir des travailleurs à notre journal qui passe. Nous attendons vos lettres.

COLLECTION «MARXISME-LÉNINISME AU COMBAT»

Première publication : un ouvrage d'actualité en France comme dans toute l'Europe occidentale.

SUR L'UNITÉ DES MARXISTES-LÉNINISTES
Par Ernst Aust, président du Comité central du Parti communiste
d'Allemagne (marxiste-léniniste)
48 pages
Fexemplaire: 4,50 F

EDITIONS DU CENTENAIRE 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris



sur le front culturel

Cinéma:

Le film d'Arrabal ne pouvait pas mieux coller à l'actualité. Son titre évocateur rappelle une des périodes les plus tragiques de la résistance du peuple espagnol contre la vermine fasciste.

Arrabal nous montre à sa facon ce que fut le bombardement de Guernica en 1937 et la résistance acharnée des habitants de Villa Ramiro. La façon de voir les évènements y est cependant très intellectualiste et la profusion et l'enchevêtrement des paraboles et des symboles rend la compréhension du film très difficile.

Pour l'auteur, ce ne sont pas les masses qui font l'histoire mais quelques individus non représentatifs. Ainsi les trois personnages centraux — une sorcière (!), un poète surréaliste et un instituteur pacifiste — se trouvent en contradiction, à des moments bien précis du film, avec les intérêts du peuple. L'institu-

«L'ARBRE DE GUERNICA» un film d'Arrabal

teur par exemple, enseignant à Villa Ramiro, cache un fasciste que les «rouges» veulent tuer.

Mais cette façon erronée de voir les choses laisse apparaître malgré tout la détermination des masses populaires dans la résistance contre les forces fascistes réunies. Arrabal se démarque ici de ceux qui tentent de faire croire, à droite comme à «gauche». que la guerre d'Espagne fut une guerre fratricide. Il montre la collusion Franco-Hitler-Mussolini et la guerre d'Espagne comme une lutte du peuple espagnol contre le fascisme. La défense des remparts de Villa Ramiro par les républicains est très concrète et parlante. Leurs mots d'ordre «Chaque maison doit être une forteresse», «Mieux vaut mourir que vivre à genoux» et «No pasaran», sont pris en charge par tous et tous se sentent solidaires contro cet ennemi fasciste supérieur en nombre et en matériel.

Après la chute de Villa Ramiro, nous voyons la liquidation de tous les résistants avec une «justice» sans appel qui a fait les beaux jours de Franco et qui font encore ceux de l'après-Franco. Justice, armée, clergé et bourgeoisie s'y entendent comme larrons en foire.

Différent en partie de l'habituelle production d'Arrabal, «L'arbre de Guernica» prêche la violence, non pas gratuite comme dans beaucoup de ses films, mais la violence révolutionnaire du peuple (on y trouve malgré tout cette violence gratuite et symbolique).

Arrabal enfin démontre que le pacifisme, face à la répression et à la férocité barbare des fascistes, est inefficace voire même au service objectif du fascisme.

Avec ce film, Arrabal veut servir les luttes révolutionnaires uu peuple espagnol, mais comment peut-on servir le peuple sans se faire comprendre de lui?

OM				.,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
RENOM				minoso
DRESSE :				
	Pli ouvert		Pli fermé	
1 mois		32 F		60 F
3 mois	0	95 F		180 F
6 mois	0	190 F		360 F
Soutien		300 F	n	500 F

LIBAN

300 MILLIONS DE DOLLARS POUR PROVOQUER LA GUERRE CIVILE

Depuis samedi, le Liban est à nouveau plongé dans la terreur.

D'après l'AFP des enlèvements ont eu lieu à toutes les entrées et dans les principales artères de Beyrouth dimanche. Le silence qui s'est abattu samedi sur Beyrouth n'est interrompu que par des rafales sporadiques ou des coups de feu isolés. Tertés chez eux, comme le leur a conseillé Radio-Beyrouth, les Beyroutins attendent que passe le vent de folie meurtrière.

Le bilan des victimes de la seule journée de samedi, que certains appellent déjà «la Saint-Barthélémy de Beyrouth», s'alourdit à mesure que l'on découvre de nouveaux cadavres. Au moins quatre vingts personnes avaient été tuées ou trouvées abattues samedi, la plupart du temps froidement et à bout postant.

Selon des témoins oculaires, il y aurait même eu des exécutions collectives d'otages, pris au hasard, par des hommes en armes à l'affiliation obscure.

C'est la découverte, samedi matin, des corps de quatre phalangistes, mitraillés et achevés à coups de hache, qui a provoqué cette nouvelle flambée de violence.

De trois à cinq cents otages ont été enlevés entre samedi et dimanche.

D'autre part, le président syrien Assad et le chef des phalanges, Gemayel, qui séjourne actuellement en Syrie, sont convenus que le conflit au Liban n'oppossit que des minorités, 90 % de la population libanaise et palestinienne aspirant à vivre en paix...

vivre en paix.. Le journal «Al Nahar» indique qu'au cours de sa rencontre avec M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des Affaires étrangères, M. Gemayel ayant fait remarquer que cinquante millions de dollars avaient été «investis» au Liban en un mois pour fomenter et entretenir la guerre civile, le ministre syrien a renchéri en affirmant : «parlez plutôt de trois cents millions de dollars». Il a cependant ajouté : «cette immixtion caractérisée dans les affaires intérieures du Liban ne justifie pas pour autant que les Libanais se prétent à la provocation».

BEYROUTH:

DÉCLARATION DE YASSER ARAFAT

Le chef de l'OLP a déclaré dimanche à Beyrouth que la résolution de l'assemblée générale assimilant le sionisme à «une forme de racisme, ne fait que reconnaître l'évidence. Le peuple palestinien a été expulsé par la force de son territoire précisément parce qu'il ne répond pas aux définitions et aux qualifications édictées par l'État sioniste», a-t-il ajouté.

«Les pratiques en vigueur dans l'État sioniste, — qu'il s'agisse de la "loi du retour" ou d'autres mesures qui ont réduit les juifs orientaux et les non-juifs à l'État de citoyens de seconde et de troisième classe – ont institutionnalisé la discrimination».

» Au lieu de répondre aux accusations selon lesquelles le sionisme est une philosophie de conquête et de discrimination, Israél s'est lancé dans une campagne de diffamation qui a tenté d'identifier une évidente idéologie raciste — le sionisme — avec une noble religion — le judaisme», a conclu Yasser Arafat.

ESPAGNE :

LE SALAIRE DE FRANCO DÉPASSAIT 50 MILLIONS D'A.F. SELON «NUEVO DIARIO»

Le quotidien madrilène «Nuevo diario» relève dimanche que le traitement du général Franco comme chef d'État était de six millions et demi de pesetas (environ 50 millions d'AF par mois).

Le journal précise que cette

somme se divisait en deux : 4 millions et demi comme chef d'État et deux millions comme capitaine-général de l'armée.

On comprend sans dessin comment la famille Franco dispose d'une des premières fortunes d'Espagne!

AGRESSION INDONÉSIENNE CONTRE TIMOR

L'Indonésie a envahi dimanche l'fle de Timor qui se trouve au sud-est de l'Indonésie entre l'Indonésie et l'Australie, Les troupes d'agression indonésiennes ont occupé la capitale de Timor, Dili.

Alors que le FRETILIN (Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor-est) répondant aux aspirations anticolonialistes et anti-impérialistes du peuple de l'île a proclamé à juste titre l'indépendance de Timor, les réactionnaires indonésiens viennent de créer une grave situation aux conséquences internationales sans nulle doute sérieuses.

Oui à l'instruction militaire véritable ! NON A LA SUBVERSION PROSOVIÉTIQUE NON A LA RÉPRESSION ANTIOUVRIERE (suite de la page 1)

D'autre part, vendredi aprèsmidi pour la première fois, la CFDT a montré sa capacité à riposter, même seule, aux atta-

ques du pouvoir.

Des milliers d'ouvriers sont descendus dans la rue pour protester contre la campagne de perquisitions et d'arrestations dirigée contre une organisation syndicale qui la plupart du temps permet aux travailleurs, contrairement à la CGT, d'entreprendre et de mener à bien un combat de classe effectif dans les entreprises.

De nombreux militants marxistes-léninistes qui avaient répondu à l'appel de l'Humanité Rouge, étaient là pour s'opposer aux attaques antiouvrières qui n'ont rien à voir avec la lutte nécessaire contre la subversion présoviétique dans l'armée.

Comme le soulignait E. Maire dans une déclaration diffusée au cours de la manifestation : «C'est la CFDT qui est aujour-d'hui attaquée ; au delà, c'est le mouvement syndical et le mouvement ouvrier tout entier qui est visé et ceux qui se sont abstenus d'être à nos côtés ce soir... ont pris une lourde responsabilité».

Les événements de la semaine passée montrent à quel point les facteurs de guerre et ceux de la révolution grandissent en même temps rapidement. On a vu s'imbrîquer à la fois l'activité prosoviétique des trotskystes de tout poil qui suscitent des «comités de soldats» et une légitime riposte populaire aux attaques déclencées contre la classe ouvrière.

Les révolutionnaires authentiques dans les entreprises et les casernes ne doivent pas perdre de vue cela afin d'organiser l'action des travailleurs sur la voie de la défense des intérêts ouvriers en même temps que la lutte pour le développement de l'esprit de résistance nationale face aux préparatifs de guerre et aux menées subversives engagées par le social-impérialisme russe.

Parlant de la situation en Europe de l'Ouest, l'agence Chine nouvelle devait d'ailleurs au cours de la semaine dernière, souligner que depuis la conférence d'Helsinki:

«L'Union soviétique a envoyé à plusieurs reprises ses avions faire intrusion dans l'espace aérien de la Norvège, procède à des essais de missiles dans la mer de Barents, massé des troupes en Europe du Nord, renforce ses forces armées dans la région de la Méditerranée, multiplié ses activités de pénétration et de subversion en Europe du Sud, continué son renforcement militaire en Europe centrale, pourvu ses troupes en Europe centrale d'équipements modernes et organisé des exercices militaires».

Cette situation explique pourquoi aucun compromis n'est possible avec les forces prosoviétiques dans l'armée pas même sur la question des aspirations des soldats. En particulier le «malaise» et la «révolte» des soldats vient de ce que la bourgeoisie est incapable de mobiliser les travailleurs pour la défense nationale. Beaucoup de jeunes ont le sentiment de perdre leur temps en corvées «1 en exercices inutiles et fastidieux souvent présentés comme des brimades.

Mais les jeunes soldats ne demandent pas mieux que de connaître les dangers qui menacent l'indépendance nationale et de recevoir une effective formation militaire.

Encore faudrait-il que le gouvernement cesse de parler de «détente», qu'il ose dénoncer ouvertement la menace représentée par le social-impérialisme russe à l'offensive en Europe dans sa rivalité avec l'autre superpuissance et qu'il désigne clairement la puissance étrangère qui organise la subversion dans l'armée.

C'est en menant une telle action et non en déclenchant une répression qui épargne les véritables responsables.

Mais cela il est vain de l'attendre d'un gouvernement bourgeois et c'est pourquoi il est inévitable que les authentiques communistes que sont les marxistes-léninistes apparaissent bientôt comme la direction décisive du peuple de France pour l'indépendance nationale et le socialisme.

Suite de l'éditorial

conforme aux intérêts du social-impérialisme russe. Ils agissent en relation avec ces SUV portugais, activement soutenus par le parti révisionniste de Cunhal et dont on connaît le rôle dans la récente tentative de putsch.

Au total, tandis que le PCF mêne un travail de sape légal et oriente son action en particulier vers les officiers, les trotskystes mênent une activité de désagrégation avouée.

Quant aux marxistes-léninistes, s'ils combattent pour les revendications immédiates des soldats et contre
toute utilisation antipopulaire de l'armée, ils agissent avant tout en faveur
d'une instruction militaire réelle des
soldats, nécessaire au journ'hui à le
défense de l'indépendance nationale.
Et cette action ne peut se faire que
contre celle des forces presoviétiques
que sont le PCF et les trotskystes.